RCS : MONTPELLIER
Code greffe : 3405

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MONTPELLIER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 01495
Nom ou dénomination : AB RESTAURATION

Ce dépôt a été enregistré le 11/05/2017 sous le numéro de dépôt 5731

Duplicata

# RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE MONTPELLIER

C.J.M. 9 RUE DE TARRAGONE
34070 MONTPELLIER
www.infogreffe.fr

LES AVOCATS DU THELEME
500 RUE LEON BLUM
LE THELEME CS39021
34965 MONTPELLIER CEDEX 2

V/REF : 17.02299/JR/SM/SV
N/REF : 2017 B 1495 / 2017-A-5731

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE MONTPELLIER certifie qu'il a reçu le 11/05/2017, les actes suivants :

Acte sous seing privé en date du 28/04/2017
- Constitution

Procès-verbal d'assemblée en date du 28/04/2017
- Nomination de directeur général
- Nomination de président

Attestation de dépôt des fonds et liste des souscripteurs

Concernant la société

AB RESTAURATION
Société par actions simplifiée
820 avenue de Saint-Maur
34000 Montpellier

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2017-A-5731 le 11/05/2017

R.C.S. MONTPELLIER (2017 B 1495)

Fait à MONTPELLIER le 11/05/2017,

LE GREFFIER

TRIBUNAL DE COMMERCE
MONTPELLIER

11 MAI 2017

A 5731
17 B 1495

**AB RESTAURATION**
**Société par actions simplifiée**
**au capital de 99 990 euros**
**Siège social : 820 Avenue de Saint Maur**
**34000 MONTPELLIER**

# STATUTS CONSTITUTIFS

C.E FF CF

Les soussignés :

**-Monsieur Charles, François, Mathieu FONTES**
Né le 22 décembre 1976 à MONTPELLIER (Hérault),
De nationalité française,
Marié à Madame Cécile LE GAL, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat de mariage par Me Philippe BOULET, notaire à MARVEJOLS (48), préalablement à leur union célébrée le 09 août 2008 à SAINT GUILHEM LE DESERT (34), régime inchangé depuis ainsi qu'il le déclare,
Demeurant 820 Avenue de Saint Maur à MONTPELLIER (34000),

**-Monsieur François, Jean-Michel, Georges FONTES**
Né le 30 janvier 1980 à MONTPELLIER (Hérault),
De nationalité française,
Marié à Madame Ludivine DELON le 30 mai 2009 à LATTES (34) sous le régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu le 7 mars 2009 par Maître Philippe BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48), régime inchangé depuis ainsi qu'il le déclare,
Demeurant 28 Rue de l'Arlésienne à LATTES (34970),

**-Monsieur Eric, Maurice CELLIER**
Né le 11 avril 1968 à ALES (Gard),
De nationalité française,
Marié à Madame Nathalie PAULET le 9 septembre 1995 à ALTIER (48) sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union, régime inchangé depuis ainsi qu'il le déclare,
Demeurant 36 Impasse des Deux Ruisseaux à MONTPELLIER (34090),

Ont décidé de constituer entre eux une société par actions simplifiée et ont adopté les statuts établis ci-après :

## ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

## ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée :

**AB RESTAURATION**

C.E FF

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

## ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- Restaurant, Brasserie, bar, traiteur,

- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,

- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

## ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la société est fixé :

**820 Avenue de Saint Maur**
**34000 MONTPELLIER**

## ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

## ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits par les associés à la constitution de la société, d'un montant de **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX (99 990) EUROS** et formant le capital d'origine, ont tous été des apports de numéraire, intégralement libérés.

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX (99 990) EUROS.**

Il est divisé en 9 999 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros chacune.

CE GFF

## ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

## ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

La collectivité des associés est compétente pour augmenter le capital par décision extraordinaire. Elle peut déléguer cette compétence au président de la société dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle peut aussi déléguer au président de la société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés suivant les conditions légales et réglementaires en vigueur.

CE FF CF

La collectivité des associés peut aussi par décision extraordinaire augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

## ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision extraordinaire des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision extraordinaire des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

## ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du président de la société aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président de la société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

CE FF GF

## ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par décision extraordinaire des associés.

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision extraordinaire des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

## ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

## ARTICLE 14 -TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

**L'agrément est donné à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires dans les conditions prévues à l'article 22**. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne

C.E ff &

sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus, faire acquérir les titres, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet.

La société peut également racheter, avec l'accord du cédant, les titres de capital. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé par décision de justice à la demande de la société, l'achat ou le rachat des valeurs mobilières n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est considéré comme donné.

## ARTICLE 15 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions extraordinaires.

## ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

C.E FF CF

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Toutefois, la société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, exclues du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

## ARTICLE 17 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné, pour une durée limitée ou non, par décision collective ordinaire des associés.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision collective ordinaire des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, tout associé provoque une décision collective à seule fin de procéder à son remplacement.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

C.C FF

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux sont désignés par décision collective ordinaire des associés, pour une durée limitée ou non. En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire des associés, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion, d'une part, des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Une décision collective ordinaire des associés fixe, s'il y a lieu, le montant et les modalités de la rémunération du président de la société et du ou des directeurs généraux.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail exclusivement auprès du président de la société.

Il est encore précisé que les présents statuts prévoient la possibilité de désigner un Comité de direction dont la composition, les pouvoirs, les règles de fonctionnement et les modalités relatives à la prise de décisions sont fixées par décision collective dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires telles que visées à **l'article 22** ci-après.

## ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société et aux dirigeants, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser

C.E ff CF

par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la société ou directeur général. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

## ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont désignés par décision collective ordinaire des associés.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du président de la société de toutes autres décisions collectives.

## ARTICLE 20 - OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, y compris toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, ainsi que les opérations suivantes :

- l'émission d'obligations,

- l'agrément préalable des cessions et transmissions de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires, y compris celles afférentes aux rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées ne délibèrent valablement que si les titulaires concernés, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

CE FF

## ARTICLE 21 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2. L'assemblée est convoquée quinze (15) jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée est présidée par le président de la société à condition qu'il soit associé. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

3. En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

C.E FFG

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

5. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

## ARTICLE 22 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,

- augmentation de l'engagement des associés,

- changement de la nationalité de la société.

FF OF

2. Sous ces réserves, **les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote** et **les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.**

3. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.

## ARTICLE 23 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

## ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le **1er janvier** et se termine le **31 décembre.**

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 décembre 2018.**

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

FF OF

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

## ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président de la société peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

## ARTICLE 26 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par les associés ou, à défaut, par le président de la société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président de la société.

## ARTICLE 27 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

C. E FF

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président de la société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

## ARTICLE 28 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la société. La société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

## ARTICLE 29 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par des dispositions légales.
La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président de la société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

C. ℰ FF OF

En fin de liquidation, les associés, par une décision collective ordinaire, statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à **l'article 16.**

## ARTICLE 30 - APPORTS

Une somme en numéraire de SOIXANTE-QUINZE MILLE (75 000) EUROS, correspondant à 9 990 actions de numéraire, souscrites en totalité et libérées partiellement à hauteur 75 000 euros, a été déposée par les associés auprès de la Banque DUPUY DE PARSEVAL, Agence de MONTPELLIER (34000), 14 Boulevard Victor Hugo, qui a délivré le certificat prescrit par la loi, sur présentation de la liste des associés, mentionnant les sommes versées par chacun d'eux.

## ARTICLE 31 - FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

## ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément aux textes en vigueur et soumises à la juridiction compétente.

## ARTICLE 33 - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

C.E FF

Tous pouvoirs sont donnés indifféremment à Monsieur Charles FONTES et/ou Monsieur François FONTES et/ou Monsieur Eric CELLIER ainsi qu'au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;

- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;

- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

FAIT A MONTPELLIER
LE 28/04/17
EN CINQ (5) EXEMPLAIRES ORIGINAUX.

**Monsieur Charles FONTES**

**Monsieur François FONTES**

**Monsieur Eric CELLIER**

**Annexe** : état des souscriptions

CE FF CF

17 D 1495
11 MAI 2017
A 5731

**AB RESTAURATION**
**Société par actions simplifiée**
**au capital de 99 990 euros**
**Siège social : 820 Avenue de Saint Maur**
**34000 MONTPELLIER**

Les soussignés :

**-Monsieur Charles, François, Mathieu FONTES**
Né le 22 décembre 1976 à MONTPELLIER (Hérault),
De nationalité française,
Marié à Madame Cécile LE GAL, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat de mariage par Me Philippe BOULET, notaire à MARVEJOLS (48), préalablement à leur union célébrée le 09 août 2008 à SAINT GUILHEM LE DESERT (34), régime inchangé depuis ainsi qu'il le déclare,
Demeurant 820 Avenue de Saint Maur à MONTPELLIER (34000),

**-Monsieur François FONTES**
Né le 30 janvier 1980 à MONTPELLIER (Hérault),
De nationalité française,
Marié à Madame Ludivine DELON le 30 mai 2009 à LATTES (34) sous le régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu le 7 mars 2009 par Maître Philippe BOULET, Notaire à MARVEJOLS(48), régime inchangé depuis ainsi qu'il le déclare,
Demeurant 28 Rue de l'Arlésienne à LATTES (34970),

**-Monsieur Eric, Maurice CELLIER**
Né le 11 avril 1968 à ALES (Gard),
De nationalité française,
Marié à Madame Nathalie PAULET le 9 septembre 1995 à ALTIER (48) sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union, régime inchangé depuis ainsi qu'il le déclare,
Demeurant 36 Impasse des Deux Ruisseaux à MONTPELLIER (34090),

Agissant en qualité de seuls associés de la SAS « AB RESTAURATION », société par actions simplifiée au capital de 19990 euros, dont le siège social est situé 820 avenue de Saint Mau à MONTPELLIER (34000), et dont les statuts constitutifs ont été établis par acte sous seing privé en date de ce jour,



E.C FF VF

I - Nomment en qualité de Président de la Société pour une durée indéterminée :

**Monsieur Charles FONTES**
Né le 22 décembre 1976 à MONTPELLIER (HERAULT),
De nationalité française,
Demeurant 820 Avenue de Saint Maur à MONTPELLIER (34000).

**Monsieur Charles FONTES** dispose, conformément aux statuts, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour la représenter à l'égard des tiers.

Il accepte les fonctions de Président qui viennent de lui être confiées et déclare n'exercer aucune autre fonction, ni être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Il exercera ses fonctions de Président dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues aux statuts de la Société.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

Les frais de déplacement et de représentation lui seront remboursés sur justificatifs.

II - Nomment en qualité de Directeurs Généraux de la Société pour une durée indéterminée :

**Monsieur François FONTES**
Né le 30 janvier 1980 à MONTPELLIER (HERAULT)
De nationalité française,
Demeurant 28 Rue de l'Arlésienne à LATTES (34970),

Et

**Monsieur Eric CELLIER**
Né le 11 avril 1968 à ALES (GARD),
De nationalité française,
Demeurant 36 Impasse des Deux Ruisseaux à MONTPELLIER (34090),

**Messieurs François FONTES et Eric CELLIER** disposent, conformément aux statuts et au même titre que le Président, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour la représenter à l'égard des tiers.



E.C FF

Ils acceptent chacun les fonctions de Directeur Général qui viennent de leur être confiées et déclarent n'exercer aucune autre fonction, ni être frappés d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de les empêcher d'exercer ce mandat.

Ils exerceront chacun leurs fonctions de Directeur Général dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues aux statuts de la Société.

Les associés décident à l'unanimité de fixer la rémunération annuelle de Messieurs François FONTES et Eric CELLIER au titre de leurs fonctions de Directeur Général de la Société, chacun à la somme annuelle nette de 36 000 euros (soit 3000 euros nets mensuels) à compter du jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Cette somme leur sera versée chacun mensuellement par douzième, et les cotisations sociales afférentes à cette rémunération seront prises en charge par la Société.

Les frais de déplacement et de représentation leur seront remboursés sur justificatifs.

III - Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi.

Fait à MONTPELLIER
Le 28 août
En quatre (4) originaux

**Monsieur Charles FONTES**

***« Bon pour acceptation des fonctions de Président »***

"Bon pour acceptation des fonctions de Président"

**Monsieur François FONTES**

***« Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »***

Bon pour acceptation des Fonctions de Directeur General

**Monsieur Eric CELLIER**

***« Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »***

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur général



EE FF CF

**AB RESTAURATION**
**Société par actions simplifiée**
**au capital de 99 990 euros**
**Siège social : 820 Avenue de Saint Maur**
**34000 MONTPELLIER**

## ETAT DES SOUSCRIPTIONS

| N° D'ORDRE | NOM ET ADRESSE DES SOUSCRIPTEURS | TOTAL DES DES SOUSCRIPTIONS | MONTANT LIBERE LORS DE LA SOUSCRIPTION | NOMBRE DES ACTIONS SOUSCRITES |
|---|---|---|---|---|
| 1 | **Monsieur Charles FONTES**<br>Né le 22 décembre 1976 à MONTPELLIER (34)<br>Demeurant 820 Avenue de Saint Maur à MONTPELLIER (34) | 33 330 EUROS | 25 000 EUROS | 3 330 ACTIONS |
| 2 | **Monsieur François FONTES**<br>Né le 30 janvier 1980 à MONTPELLIER (34)<br>Demeurant 28 Rue de l'Arlésienne à LATTES (34970) | 33 330 EUROS | 25 000 EUROS | 3 330 ACTIONS |
| 3 | **Monsieur Eric CELLIER**<br>Né le 11 avril 1968 à ALES (30)<br>Demeurant 36 Impasse des Deux Ruisseaux à MONTPELLIER (34090) | 33 330 EUROS | 25 000 EUROS | 3 330 ACTIONS |
| | TOTAL | 99 990 EUROS | 75 000 EUROS | 9 990 ACTIONS |

*Le présent état est certifié exact et véritable par Monsieur Charles FONTES, Président*

11 MAI 2017

BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL

BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL

# CERTIFICAT DE DEPOT DE FONDS (SARL)
# CAPITAL DE SOCIETE EN FORMATION

Le soussigné [1]
Clément QUENTIN
agissant en qualité de Chargé de clientèle, MONTPELLIER V.H 34061 CEDEX2, 14 BD V.H
de la BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL, Société Anonyme au capital de 10 000 000 € dont le siège social est à Sète, 10-12 rue Général de Gaulle, inscrit sur la liste des banques françaises et autorisée en conséquence à être dépositaire des fonds, et notamment, conformément aux dispositions des articles L313-23 à L313-4 du Code Monétaire et Financier.
certifie par la présente que la somme de [2] 75 000€ (SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS)

représentant [3] 7 500 ACTIONS

de la Société [4] SAS AB RESTAURATION au capital de 99 990€
820 AVENUE SAINT MAUR
34000 MONTPELLIER

en formation a été déposée dans les caisses de la BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL dans l'attente du certificat délivré par le greffe constatant l'immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés.

A MONTPELLIER
Le 28/04/2017

BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL
14, Boulevard Victor Hugo
34061 MONTPELLIER Cedex 2
Tél: 04 67 92 [illegible] - Fax: 04 67 58 71 88

---

(1) Noms et prénoms
(2) En chiffres et en lettres
(3) Mentionner suivant le cas : « d'intégralité du capital libéré » ou « le montant des apports en numéraire libéré ».
(4) Forme, dénomination sociale, capital et siège social.



Banque Dupuy, de Parseval - Société Anonyme au Capital de 30 000 000 euros – SIREN 562 680 199 RCS Montpellier – Numéro ORIAS : 07008443 – Banque et société d'assurance immatriculée auprès de l'ORIAS (www.orias.fr), garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L512-6 et L512-7 du Code des Assurances.
Siège Social : 10, Rue Général de Gaulle – BP 168 – 34203 Sète Cedex - Téléphone : 04 67 46 29 30 – Télécopie : 04 67 74 14 77 – SWIFT BDUPFR2S – www.bdp.fr
GROUPE BPCE



Réf. 866 02 0613

BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL

BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL

# LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

**Capital de la Société :** 99 990€

**Siège Social :** SAS AB RESTAURATION
820 AVENUE SAINT MAUR
34000 MONTPELLIER

| N° | Nom, Prénoms, Domicile des souscripteurs | Nombre D'actions souscripteurs | Montant nominal | Montant des versements effectués |
|---|---|---|---|---|
| 1 | M.FONTES CHARLES | 2 500 | 10€ | 25 000€ |
| 2 | M.FONTES FRANCOIS | 2 500 | 10€ | 25 000€ |
| 3 | M.CELLIER ERIC | 2 500 | 10€ | 25 000€ |

BANQUE DUPUY DE PARSEVAL
14, Boulevard Victor Hugo
34061 MONTPELLIER Cedex 2
Tél: 04 67 92 68 86 - Fax 04 67 58 71 88

**Nombre d'actions souscrites :** 7 500

**Montant nominal des actions souscrites :** 10€

**Montant des versements effectués :** 75 000€